

PREFET DE L'YONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne

Auxerre, le **31 MAI 2011**

Unité territoriale Nièvre/Yonne
Subdivision d'Auxerre
ZI Plaine des Isles
89 000 AUXERRE
Tél. 03 86 46 67 00 – Fax. 03 86 48 34 34
Réf. : UT5889/GV/27052011

Affaire suivie par : Guillaume VANDEVOORDE
Mél. guillaume.vandevoorde@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 03 86 46 67 00 – Fax : 03.86.48.34.34

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

-----°-----

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU SUIVI DES SUBSTANCES MESURÉES DANS LES REJETS AQUEUX DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS

-----°-----

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT, DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

-----°-----

1. INTRODUCTION

Suite à l'adoption de la Directive Cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000, le Ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (RSDE). Cette action nationale est présentée dans la circulaire DPPR/DE du 04 février 2002.

Cette campagne de recherches de substances dangereuses a permis d'analyser les rejets de 110 établissements industriels et 12 stations d'épuration urbaines sur la région Bourgogne entre 2003 et 2005. Les substances recherchées sont notamment celles visées par la Directive cadre sur l'eau (DCE), la Directive 76/464/CEE relative à la pollution causée par certaines substances dangereuses et la Directive fille de la DCE 2008/105/CE.

Cette action avait pour but de participer à répondre aux objectifs de la directive cadre sur l'eau (**DCE**) (réduction ou suppression des émissions de substances dangereuses) et du programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses (**PNAR**) (AM du 30/06/2005) qui découle de la Directive 76/464/CE.

Son bilan a conclu au constat que les informations concernant les rejets de ces substances sont insuffisantes et que des actions de réduction doivent être étudiées sur certains rejets à enjeu. D'où la nécessité de mettre en place une seconde phase organisant une surveillance des rejets de l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, déclinée par secteurs d'activité. Les conclusions de cette surveillance pourront conduire à des actions de réduction, voire de suppression des rejets de substances dangereuses ou ayant un impact significatif sur le milieu.

Cette seconde phase est décrite dans la **circulaire du 5 janvier 2009**.

2. LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le contexte réglementaire est marqué par 3 directives européennes :

- La Directive 76/464/CEE
- La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE
- La Directive 2008/105/CE, Directive Fille de la DCE.

Ces directives distinguent plusieurs types de substances :

- les **13 substances dangereuses prioritaires** de la DCE (mises à jour par la Directive Fille) qui ont un objectif de **suppression** des émissions à **horizon 20 ans** ;
- les **20 substances prioritaires de la DCE** qui ont un objectif de **réduction** des émissions d'ici **2015** ;
- les **8 substances de la liste I** de la Directive 76/464/CEE pour lesquelles l'objectif est la **suppression de la pollution des milieux** ;
- les **autres substances** de la Directive 76/464/CEE (liste II), pour lesquelles les états membres doivent fixer des **objectifs de réduction**.

A ces objectifs s'ajoute l'**objectif de bon état imposé** par la DCE. L'atteinte du bon état se mesurera en fonction du respect des **normes de qualité environnementale (NQE)** dans le milieu pour les **41 substances** suivantes : les 8 substances de la liste I de la

Directive 76/464/CEE et les 33 substances prioritaires et dangereuses prioritaires de la DCE.

Les textes français d'application sont :

- **Décret n° 2005-378 du 20/04/2005** relatif au Programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses (**PNAR**)

+ création d'un programme national de réduction pour les **18 substances de la liste I** et les substances de la Liste II,

+ définition de normes de qualité (**NQ**) pour ces substances,

+ prise en compte ces objectifs dans les autorisations de rejet.

- **Arrêté Ministériel du 30/06/2005** (modifié par l'Arrêté Ministériel du **21/03/2007**) définissant le **PNAR** (substances pertinentes sur lesquelles agir et objectifs de réduction des émissions en %);

- **Arrêté Ministériel du 20/04/2005** (modifié par l'Arrêté Ministériel du **21/03/2007**) définissant :

+ des **NQ** pour les **18 substances de la liste I** et 26 substances de la liste II,

+ la liste des substances pertinentes et non pertinentes au sens du PNAR.

- **Circulaire d'application de l'Arrêté Ministériel du 21/03/2007** définissant les **NQ** qui ne l'étaient pas encore et des objectifs nationaux de réduction par type de substances,

- **Circulaire DGPR du 05/01/2009 relative à la mise en œuvre de la 2^e phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées,**

- Circulaire du 23 mars 2010 portant adaptation des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 relative aux actions de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement;

- Circulaire du 27 avril 2011 portant adaptation des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 relative aux actions de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets aqueux des installations classées ;

Les objectifs à retenir sont les suivants :

- **la suppression des rejets à l'horizon 2020** pour les **13 substances dangereuses prioritaires** (ou famille de substances prioritaires) ;
- **le respect des normes de qualité environnementale** correspondant à l'atteinte du bon état chimique (**41 substances concernées**, échéances 2015, 2021 et 2027) et à la non-détérioration des masses d'eau (substances de la liste II de la directive 76/464 reprisent en annexe V de la DCE). Ces normes de qualité environnementale sont la référence pour la **fixation des valeurs limites d'émission** (VLE) pour les installations classées notamment ;
- **La réduction des émissions des 20 substances prioritaires d'ici 2015 ;**
- **La réduction des rejets des 89 substances pertinentes** au titre du **PNAR**.

3. LA CIRCULAIRE DU 05/01/2009 ET SON APPLICATION EN BOURGOGNE

Cette circulaire prévoit de mettre à jour l'ensemble des arrêtés préfectoraux des installations soumises à autorisation ayant des rejets dans l'eau afin de prescrire :

- Une **surveillance initiale** des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu),
- La remise d'un **rapport d'analyses** par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site,
- Une **surveillance pérenne** des substances qui seront jugées comme pertinentes au vu des résultats de la surveillance initiale,
- La réalisation par l'exploitant d'une **étude technico-économique** accompagnée d'un échéancier de réduction ou suppression des émissions de certaines substances pertinentes,
- La remise par l'exploitant d'un **rapport d'analyses** qui permettra de déterminer quelles substances doivent être abandonnées suite, notamment, à une amélioration de la qualité des rejets.

Elle fixe également précisément :

- les critères de priorisation des établissements concernés : caractère IPPC et priorité régionale,
- les critères permettant d'abandonner certaines substances des surveillances initiale et pérenne.

Ces critères de priorisation ont permis d'établir une première liste de 87 établissements sur la région pour lesquels un arrêté préfectoral prescrivant la surveillance initiale a été pris avant fin 2010.

En ce qui concerne le département de l'Yonne, 15 arrêtés préfectoraux ont été signés suite au CODERST du 12 mars 2010 concernant la prescription de la surveillance initiale. Ces 15 établissements étaient à la fois soumis à la directive IPPC et à autosurveillance de leurs rejets aqueux.

Pour rappel, voici la liste de ces 15 établissements :

- ALCAN Extrusion à GERMIGNY,
- BAUDOIN THILLIEN à AUXERRE,
- BENTELER Automotive à MIGENNES,
- CHEMETALL à SENS,
- CHEZE à LA-CHAPELLE-SUR-OREUSE,
- COVED à Champigny-sur-Yonne,
- COVED à Saint-Florentin,
- DAVEY BICKFORD à Héry,
- GRAINDORGE à Sens,
- MM PACKAGING à Monéteau,
- METAL PROTECTION à Bléneau,
- ONEX à Migennes,
- SAINT-GOBAIN PLASTICS à Charny,
- SITA à Monéteau,
- SITA à Sauvigny-le-Bois.

Le présent rapport concerne la prescription de cette surveillance initiale pour 8 autres établissements soumis à autosurveillance de leurs rejets aqueux mais non soumis à la directive européenne IPPC.

Ces 8 établissements sont :

- AIR LIQUIDE à VILLENEUVE-SUR-YONNE (conditionnement de gaz en bouteilles),
- ATELIERS DE JOIGNY à JOIGNY (réfection de wagons gaz et pétroliers),
- BLANCHISSERIE INTERHOSPITALIERE à AUXERRE (blanchisserie),
- DOLIS à SAINT-FLORENTIN (fabrication de confiseries),
- ELIS LES LAVANDIERES à MALAY-LE-GRAND (blanchisserie),
- FRUEHAUF à AUXERRE (fabrication de remorques),
- SM2A à AUXERRE (fabrication de voilures et de commandes pour matériels aéronautiques),
- SNBA à CHAMPCEVRAIS (blanchisserie)

L'arrêté préfectoral proposé aujourd'hui permet de répondre à la première partie de la circulaire en prescrivant une surveillance initiale des rejets.

4. CONCLUSION

Les 8 établissements visés sont concernés par la circulaire DGPR du 05/01/2009. Ils doivent donc mettre en place une surveillance initiale des substances pertinentes de leurs activités.

Nous proposons au Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) d'adopter les prescriptions des 8 projets d'arrêté portant prescriptions complémentaires joints au présent rapport.

Rédacteur :	Vérificateur et approbateur :
Guillaume VANDEVOORDE Inspecteur des Installations Classées	Laurent DENIS Responsable de l'Unité Territoriale Nièvre/Yonne
	

